

Offenses religieuses

Eclairage juridique

● ● ● **Philippe Gardaz**, Lausanne
Avocat, spécialiste du droit ecclésiastique¹

Les outrages à Dieu ou à la religion ne sont pas tolérés dans les pays de tradition islamique alors qu'ils sont monnaie courante, bien que déplaisante, dans nos régions. Est-il possible de faire cas juridiquement en Europe, et plus particulièrement en Suisse, de cette différence de perception ?

Issues du mouvement de pensée lancé au Siècle des Lumières, les démocraties occidentales privilégient la liberté d'opinion. Elle est le droit formateur, la matrice de la liberté générale de communication, qui inclut la liberté d'information, la liberté de la presse, de la radio et de la télévision, la liberté de l'art et la liberté de la science. A elle seule, cette énumération montre la large portée de la liberté d'opinion ou d'expression, qui est le droit de former, d'exprimer, de répandre son opinion quelle qu'elle soit. Elle concerne l'ensemble du processus de communication.

La notion d'opinion englobe tout jugement, toute appréciation, idée, manifestation de pensée, prise de position, conception, création artistique. Et, selon la formule de la Cour européenne des droits de l'homme, « la liberté d'expression ne vaut pas seulement pour les informations et les idées accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent l'Etat ou une fraction quelconque de la population ».

Comme les opinions ne se prouvent pas, elles sont protégées pour elles-mêmes. La liberté d'opinion est très large, car elle est fondamentale pour le fonctionnement des institutions démocratiques. Sans elle, tout débat est tronqué, biaisé.

Des restrictions

En Suisse, comme toute liberté publique, la liberté d'opinion peut être restreinte par une règle légale correspondant à un intérêt public ou à la protection d'un droit fondamental d'autrui. En matière religieuse, il n'y a que deux dispositions pénales qui la limitent : celle réprimant l'atteinte à la liberté de conscience et de croyance (art. 261 CP) et celle concernant la discrimination raciale ou religieuse (art. 261 bis CP).

Par la première, pour protéger la liberté et la paix religieuses, le Code pénal punit celui qui, publiquement et de façon vile, offense ou bafoue les convictions d'autrui en matière de croyance, celui qui, méchamment, profane un lieu ou un objet de culte ou encore empêche ou trouble un culte. Les termes *méchamment* ou *de façon vile* font d'emblée apparaître que les offenses sous forme ludique, caricaturale ou comique ne sont pas punissables. Seule l'atteinte intentionnelle aux convictions religieuses, grave au point de troubler la paix publique, est délictueuse. Cette norme légale a donc une portée fort restreinte et les jugements

1 • Philippe Gardaz est président du conseil de l'Institut des religions de l'Université de Fribourg et de Catholink. (n.d.l.r.)

sont rares. Un exemple toutefois : en 1971, la représentation de la croix du Christ sur laquelle ce dernier a été remplacé par un cochon a donné lieu à une condamnation.

La seconde disposition est la norme réprimant la discrimination raciale (et religieuse). Elle est plus complexe. Désireuse d'adhérer à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 novembre 1965, la Suisse a introduit dans le Code pénal l'article 261 bis, qui a été confirmé en votation référendaire, mais n'en continue pas moins à défrayer la chronique. Cette convention oblige les Etats adhérents à déclarer punissable toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, toute incitation à la discrimination raciale.

Avec un zèle bien helvétique, nos autorités ont étendu la protection pénale à la discrimination d'ordre religieux. Mais avec une prudence tout aussi helvétique, en adhérant à la convention, elles ont expressément réservé la liberté d'opinion et d'association, qui sont notamment inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Cette fameuse règle légale punit l'incitation publique à la haine ou à la discrimination envers des personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse ; elle punit aussi la propagation publique d'une idéologie visant à rabaisser les membres d'une race, d'une ethnie ou d'une religion, ou encore le fait de rabaisser publiquement des personnes en portant atteinte à la dignité humaine, en raison de leur race, leur ethnie ou leur religion. L'essence de cette norme qui protège la dignité des personnes, c'est donc la *punissabilité* des actes publics qui rabaisent ou discriminent des personnes

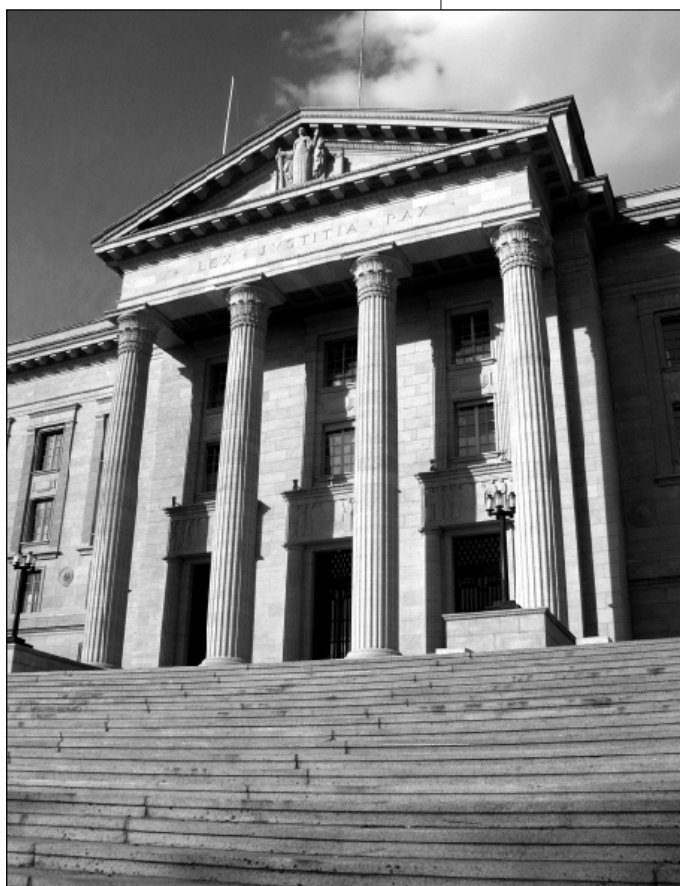
d'une race, d'une ethnie ou d'une religion déterminée.

On se demande si elle a été contraignante pour les journalistes et les politiciens. Certains soutiennent que non, vu le petit nombre de condamnations prononcées pour discrimination raciale ou religieuse. Cette appréciation ignore cependant le phénomène de l'autocensure : on ne saura jamais combien d'écrits ou de discours ont été atténués, tempérés au-delà du nécessaire par crainte d'une enquête pénale, ouverte sur dénonciation des milieux concernés.

On doit encore évoquer les règles concernant les infractions contre l'honneur, qu'il s'agisse de la diffamation, de

société

*Tribunal fédéral,
Lausanne*



la calomnie ou de l'injure. Elles ont une portée tout à fait générale et s'appliquent donc aussi au domaine religieux, en principe tout au moins. Mais en fait, comme les milieux religieux répugnent à déposer plainte pénale, elles n'ont guère de portée concrète. De même, l'atteinte à la personnalité (art. 28ss CC), qui peut donner lieu à une action civile, n'est en pratique pas invoquée devant les tribunaux civils pour des causes d'ordre religieux.

En définitive, vu le principe général de la liberté d'opinion, la répression des excès dans la communication publique constitue une exception. Comme toute exception, elle ne doit être admise que de manière restrictive et la jurisprudence a bien veillé à ne pas transformer l'article punissant la discrimination raciale et religieuse en une muselière. Dans ce cadre, le blasphème, l'outrage à Dieu ou à la religion n'est pas punissable,

sauf s'il constitue une atteinte à la liberté de conscience et de croyance, ce qui est très rarement le cas.

Incompatibilité

On peut dire qu'il y a une incompatibilité absolue entre la répression du blasphème selon la tradition islamique et la fort large liberté d'opinion qui prévaut en Occident (Allemagne, France, Autriche, Grande-Bretagne) et non seulement en Suisse.

Une loi introduisant une protection particulière en faveur de Mahomet, pour tenir compte de la sensibilité musulmane en cette matière, est d'emblée exclue car elle violerait le principe d'égalité de traitement qui s'applique aussi au domaine religieux. La discrimination négative introduite par l'article constitutionnel interdisant la construction de minarets² ne saurait justifier une discrimination positive en faveur du Prophète, car une erreur ne se corrige pas par une autre erreur.

Les deux normes pénales suisses concernent toutes les croyances, convictions ou appartenances religieuses sans distinction. Une dérogation au caractère général de la liberté d'opinion n'est pas envisageable. Dès lors, quant au blasphème, l'Occident et l'islam sont inconciliables.

Ph. G.

www.choisir.ch

a fait peau neuve !

Visitez notre nouveau site Internet et ses dernières fonctionnalités :

- lire *choisir* en ligne (pour nos abonnés)
- partager nos articles sur les réseaux sociaux

Et retrouvez :

- nos éditoriaux
- nos recensions d'ouvrages
- nos archives

2 • L'initiative populaire « contre la construction de minarets » a été approuvée en votation par le peuple suisse le 29.11.2009. Lire à ce propos : **Louis Christiaens**, « Minarets : prenons de la hauteur ! », in *choisir* n° 598, octobre 2009, pp. 2-3, et l'entretien entre **Lucienne Bittar** et **Hafid Ouadiri**, « Musulmans en Suisse. Une cohabitation en devenir », idem, pp. 23-26. Vous pouvez retrouver ces articles sur www.choisir.ch. (n.d.l.r.)